

Journée d'étude inter RT Sociologie des institutions (RT40) et Sociologie clinique (RT16) de
l'Association française de sociologie
Le lundi 30 novembre 2026 à l'Université Paris Cité

Rechercher l'émancipation au cœur des institutions publiques. Quelles approches, quelles rencontres, quels espaces de dialogue entre chercheurs, praticiens et publics ?

ARGUMENT

La question de l'émancipation des individus reste au cœur du mandat officiel de nombreuses institutions publiques (Laforgue, 2009), malgré le processus de fragilisation voire d'effritement qu'elles connaissent pour certaines (Dubet, 2002 ; Demailly, 2008). Pour un certain nombre d'entre elles au moins, elles entendent en effet contribuer à libérer les individus dont elles s'occupent de différentes contraintes, dépendances ou autorités, et à les rendre "plus autonomes", au risque parfois de les réduire à ce qu'ils ne sont pas.

Que ce soit dans les institutions scolaires, socio-éducatives, de formation, du travail social, de la santé, judiciaires ou sécuritaires, on a ainsi vu apparaître des notions telles que "projet", "acteur" ou "activation", "responsabilité", "liberté", "participation", "pouvoir d'agir", etc., portées par la quête d'indépendance et de maîtrise de soi de notre société contemporaine (Aubert, 2006). Mais, dans le cadre de ces discours et dispositifs institutionnels, que peut bien signifier aujourd'hui être (plus) « libre », « émancipé » ou encore "autonome" tant ces termes, non seulement ne se recouvrent pas, mais sont chacun polysémiques ? Que recouvrent en effet ces notions, dans lesquelles l'individualisme semble s'épanouir, fondées sur l'idée que l'homme serait conscient et responsable de ses pensées et de ses actes, en d'autres termes, transparent à lui-même ? Et quels rapports les personnes concernées, les acteurs ordinaires entretiennent-ils/elles avec ces visées institutionnelles d'émancipation ou d'autonomisation ? Quel(s) sens cela a-t-il pour elles / eux ? Quels usages en font-ils ?

Les sciences sociales ont depuis longtemps décelé des paradoxes au cœur même de cette ambition émancipatrice des institutions. Elles ont pu déconstruire les allants de soi qui s'y accrochent. En effet, l'émancipation, en tant que processus, ne se décrète pas, elle s'accompagne et dépend donc de soi et de sa demande mais également de l'autre et de son offre. Ainsi les programmes de ces institutions ouvrent certes des possibles de pensée, d'action, de formation et de transformation aux individus. Mais ils sont aussi parfois composés de processus de normalisation qui tendent à enfermer les subjectivités et les engagements pratiques des acteurs (Giust-Desprairies, 2004). En ce sens, les institutions de formation et d'éducation sont par exemple, à présent, fortement incitées à favoriser le développement de compétences comportementales, pour instituer un "mieux agir", au cœur d'un monde social où chacun doit répondre de soi (Michel, 2024). De plus, en matière d'émancipation des individus, le mandat des institutions prend souvent la forme d'une injonction paradoxale : « soyez libres ! ». Dans une société où les points de repère se révèlent mouvants, le discours institutionnel de l'émancipation enjoint en effet chacun à construire son propre cheminement (Niewiadomski, 2012). L'appel à la réflexivité devient, dans ce contexte, un enjeu majeur. Celui de faire face aux questions identitaires tant des professionnels que des publics des institutions publiques (Astier et Duvoux, 2006 ; Delory-Momberger, 2009) pour favoriser les ressorts de leurs actions.

Partant de cette configuration paradoxale des institutions publiques à l'égard de l'enjeu de l'émancipation, constat que l'on trouve sous différentes formes dans plusieurs courants disciplinaires, cette journée d'étude vise avant tout à faire le point sur le(s) rôle(s) que la recherche en sciences humaines et sociales peut jouer dans ces dynamiques d'émancipation / normalisation dans lesquelles sont pris les acteurs des institutions (leurs professionnels comme leurs publics), mais aussi les chercheurs eux-mêmes.

De nombreux courants (dont certains sont représentés soit dans le RT40 soit dans le RT16) ont en effet développé des expérimentations et des cadres d'intervention autour de ces enjeux, sans toujours dialoguer entre eux. On peut ainsi citer, sans viser l'exclusivité : la sociologie clinique (Gaulejac (de), Hanique, Roche, 2007), la socioanalyse (Bourdieu, 2004), l'analyse institutionnelle (Monceau, 2012), l'intervention sociologique (Cousin et Ruiz, 2010), l'analyse de l'activité (Clot, 2008) et différentes formes de recherches collaboratives et coopératives (Bonny, 2015 ; Laforgue, 2017). Cette journée sera donc l'occasion de confronter ces différentes démarches, de les faire converser entre elles, d'examiner des complémentarités possibles, des hybridations ou au contraire mettre en évidence des spécificités irréductibles. Il s'agit donc bien d'envisager cette journée d'étude comme un espace de dialogue pour favoriser une transversalité et approcher ainsi la complexité du sujet et de son émancipation.

Les propositions de communication pour cette journée d'étude pourront ainsi aborder une ou plusieurs des questions suivantes (regroupées dans deux axes), à propos d'institutions publiques relevant des champs de l'éducation, de la formation, du travail social, de la santé, de la sécurité (milieu carcéral, police) entre autres :

Axe 1. Les conditions, les outils, les dispositifs d'une recherche émancipatrice

- Comment la recherche en sciences sociales peut-elle contribuer aux processus d'émancipation d'acteurs et publics des institutions à partir d'une démarche d'accompagnement propre, complémentaire ou éventuellement à contre-courant des dispositifs institutionnels d'accompagnement habituellement utilisés ?
- Quels agencements d'outils ou dispositifs de réflexivité peuvent permettre aux chercheurs comme aux acteurs d'analyser leurs implications dans de telles dynamiques émancipatrices ? Par ailleurs, en quoi cela suppose aussi de la part du sociologue de s'engager lui-même dans un processus d'émancipation propre (avec et contre ses propres institutions) qui va venir dialoguer avec les dynamiques d'émancipation dans lesquelles sont pris les autres acteurs ?
- Quels sont les lieux, les espaces, les dispositifs, les moments (et leurs individus) propices (ou pas, l'analyse des "échecs" étant aussi intéressantes) à ce que les sciences sociales (en tant qu'institution elles-mêmes) participent de l'émancipation des acteurs dans les institutions ?

Axe 2. Les horizons et la portée de ces recherches à visée émancipatrice

- Quels sont les horizons d'attente des acteurs et des chercheurs qui peuvent les conduire à s'approprier (ou pas) une démarche d'émancipation soutenue par le regard et la recherche en sciences humaines et sociales ?
- De quoi (de quelles autorités, de quelles contraintes) ces démarches peuvent-elles effectivement contribuer à émanciper les acteurs ? Quels sont par exemple les effets formatifs et/ou transformatifs que peuvent exercer les dispositifs de recherche sociologique auprès de ces acteurs, sur le champ ou dans l'après-coup de la recherche ? Avec quels freins, limites ou effets pervers ?
- Quelles formes subjectives, pratiques et relationnelles d'émancipation ces démarches permettent-elles de faire advenir ? Dans quelles sphères ce processus émancipatoire peut-il se déployer : la sphère institutionnelle, la sphère politique ou encore la sphère privée ?

APPEL A COMMUNICATIONS

Les propositions doivent être envoyées avant le 15 juin 2026 aux adresses suivantes : denis.laforgue@univ-smb.fr ; clairemichel0303@gmail.com

Il est attendu un résumé d'une page maximum indiquant un titre, la problématique, la méthodologie et les données mobilisées, voire les principaux résultats qui seront présentés, ainsi que l'axe (1 ou 2) dans lequel la communication est envisagée, une bibliographie et 3 mots clés. Seront également indiqués le nom, le statut, le rattachement universitaire et/ou institutionnel et les coordonnées de ou des auteur·e·s.

CALENDRIER

- 15 avril 2026 : lancement de l'appel
- 15 juin 2026 : clôture des soumissions des propositions
- 15 juillet 2026 : envoi de l'avis d'acceptation ou de refus
- 30 novembre 2026 : Journée d'étude

LE COMITE SCIENTIFIQUE est composé de 3 membres du RT16 – **Edouard Robin** (Sociologue clinicien), **Margaux Trarieux** (sociologue clinicienne) et **Agnès Vandeveld-Rougale** (socio-anthropologue) – ainsi que de 3 membres du RT40 – **Frédérique Giuliani** (sociologue, Maîtresse d'enseignement et de recherche – Université de Genève), **Diane Rufin** (Fapse, UNIGE) et **Anne Wuilleumier** (chargée de recherche à l'INHESJ, membre du CESDIP).

LE COMITE D'ORGANISATION : **Claire Michel** (RT16 - Ingénieure de recherche - Laboratoire EES - Université de Tours) et **Denis Laforgue** (RT40 - MCF sociologie - USMB).

BIBLIOGRAPHIE

- Astier, I. ; Duvoux, N. (dir.). (2006). *La société biographique. Une injonction à vivre dignement*. Paris, L'Harmattan.
- Aubert, N. (dir.) (2006). *L'individu hypermoderne*. Paris, Érès.
- Bonny Y. (2015). "Les recherches partenariales participatives : ce que chercher veut dire", dans Les chercheurs ignorants, *Les recherches-actions collaboratives : une révolution de la connaissance*, Presses de l'EHESP.
- Bourdieu, P. (2004). *Esquisse pour une socio-analyse*, Paris, Raisons d'agir.
- Clot, Y. (2008). *Travail et pouvoir d'agir*, Paris PUF
- Cousin, O., Ruiz, S., Touraine A. (2010). *L'intervention sociologique. Histoire et actualités d'une méthode*, Rennes, PUR.
- Delory-Momberger, C. (2009). *La condition biographique. Essais sur le récit de soi dans la modernité avancée*. Paris, Téraèdre.
- Demailly, L. (2008). *Politiques de la relation*, Lille, Presses du Septentrion
- Dubet, F. (2002). *Le déclin de l'institution*. Paris, Les éditions du Seuil.
- Gaulejac (de), V. ; Hanique, F. ; Roche, P. (dir.) (2007). *La sociologie clinique. Enjeux théoriques et méthodologiques*. Toulouse, Érès.
- Giust-Desprairies, F. (2004). *Le désir de penser. Construction d'un savoir clinique*. Paris, Téraèdre.
- Laforgue, D. (2009). Pour une sociologie des institutions publiques contemporaines, *Socio-logos* [En ligne], 4 | 2009. URL : <http://journals.openedition.org/socio-logos/2317> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/socio-logos.2317>
- Laforgue, D. et al. (2017). "Enquêter ensemble : formes d'émancipation des individus et recompositions des institutions", dans *Revue Vie Sociale*, n°20.
- Michel, C. (2024). *Praticiens réflexifs et pouvoir d'entendre en travail social : quelle place pour les approches biographiques en formation ?*. Thèse, Université de Lille.
- Monceau, G. (2012), *L'analyse institutionnelle des pratiques*, Paris, L'harmattan.
- Niewiadomski, C. (2012). *Recherche biographique et clinique narrative*. Paris, Érès.